

Analyse du projet « Passages » initié par la Province de Liège

On lira dans ces lignes trois analyses complémentaires du projet « Passages » réalisées par l'asbl RTA dans le cadre de ses missions d'éducation permanente.

L'association RTA a été sollicitée pour accompagner le projet « Passages », en contribuant notamment à en assurer une évaluation en cours de processus.

Jean Blairon propose ici des principes explicatifs de l'action, en s'appuyant notamment sur les rencontres qui ont réuni les protagonistes des actions culturelles retenues par le Service Culture de la province de Liège. Son travail interroge aussi certaines évolutions du champ culturel tout entier.

I. Action culturelle et territoire

Dans une contribution précédente¹, nous avons tenté d'identifier une controverse structurante dans le champ de la culture, en montrant comment on pouvait opposer une approche « population » et une approche « public ». La première se situe dans la droite ligne des propositions de Michel de Certeau, qui pensait que la pratique culturelle devait être couplée à une volonté de transformer l'environnement social dans laquelle elle se déployait ; une telle approche se met à l'écoute des questions qui traversent le champ social, notamment dans sa dimension locale.

La seconde approche accepte, pour faire bref, l'intégration de l'activité culturelle dans un modèle de développement majoritaire : la culture est vue comme une production d'oeuvres qui doivent trouver leur public ; les modèles de référence sont eux de l'offre et de la demande, la logique d'action est celle de l'activité économique (investissement/production/consommation), quand celle-ci ne constitue pas la finalité principale voire exclusive.

Nous avons trouvé une incarnation emblématique de la logique « population » dans les pratiques d'une institution culturelle : le Miroir Vagabond à Hotton².

Nous aimerions interroger ici, à l'aune de cette problématique, un projet d'envergure, puisqu'il s'agit d'une initiative de la Province de Liège qui concerne l'ensemble de son territoire.

La porte d'entrée de notre travail est somme toute cette question : une action culturelle sur le territoire d'une région est-elle possible dans l'optique « population » et si oui, comment ?

Action culturelle, territoire et population

Nous pourrions résumer l'approche « population », dans son opposition à l'approche « public », en disant qu'elle se caractérise par les traits suivants.

La règle du contact direct et permanent

L'approche « population » s'inscrit bien dans un « vivre ensemble » donné (celui des habitants du territoire) ; l'action culturelle concerne bien les groupes qui habitent le territoire, elle s'ancre dans leurs enjeux et elle y « retourne » (elle vise un effet pour ceux-ci). L'action culturelle s'inscrit dans les interactions sociales locales réelles.

1 J. Blairon, « Controverse dans le champ de la culture », in <http://www.intermag.be>, octobre 2007.

2 Voir l'étude « Luites culturelles, luites sociales », J. Fastrès et J. Blairon, www.intermag.be, décembre 2006.

Le rapport collectif à l'oeuvre d'art

Il s'ensuit que la dimension collective du rapport à l'oeuvre d'art est privilégiée, au contraire d'une approche individuelle où chaque « spectateur » entend trouver sa satisfaction.

L'action sur l'environnement

Nous avons évoqué ci-dessus les travaux de Michel de Certeau, notamment dans son grand ouvrage *La culture au pluriel*. L'auteur y déclarait ceci :

« On ne peut dissocier ici l'acte de comprendre l'environnement et la volonté de le changer. La « culture » en reçoit une définition : il n'est possible de dire le sens d'une situation qu'en fonction d'une action entreprise pour la transformer. Une production sociale est la condition d'une production culturelle. »³

L'hybridation non programmée

Articuler les pratiques culturelles et l'action sociale requiert des hybridations multiples : entre les artistes et les groupes, entre la tradition et l'expérimentation, entre l'ici et l'ailleurs, entre le connu et l'inconnu. L'approche « population » implique des croisements inventifs, des greffes audacieuses, une écoute attentive des possibles.

L'intermédiation

Ces hybridations ne sont à leur tour possibles que si on ne se contente pas de mettre en contact des « producteurs » et des « consommateurs », dans une logique de diffusion. Pour impliquer une population dans une pratique culturelle, il faut investir dans des pratiques d'« intermédiation », qui permettent d'apprendre en pratiquant (la spécificité de l'expérience culturelle) et de pratiquer en apprenant (en s'ouvrant par exemple à des possibilités de transformation).

L'autonomie critique

Enfin, l'approche « population » implique que l'autonomie du champ artistique par rapport au champ du pouvoir soit réelle, mais que cette autonomie ne conduise pas au confinement de la pratique artistique en elle-même. L'autonomie artistique implique l'articulation aux autres champs, tant par une écoute de leurs enjeux que par une tentative d'action à leur propos.

Le projet « Passages »

Le projet *Passages*, initié par la Province de Liège pose une question centrale aux politiques et aux pratiques culturelles : se sentent-elles concernées par les mutations économiques et sociales qui affectent la région ?

Trois constats liminaires sont en effet posés par les promoteurs :

- « 1. Notre région vit une mutation économique et industrielle profonde.
2. Notre région est une terre de création et de créateurs. La réflexion quant à l'évolution économique et sociale peut et doit aussi concerner le monde de la culture.
3. Grâce à sa dimension de proximité, sa connaissance des pouvoirs locaux, la Province peut fédérer les acteurs du développement appartenant à toutes les catégories d'opérateurs. »⁴

On voit immédiatement que ces ambitions ne sont pas sans rapport avec l'approche « population » que nous avons décrite à gros traits ci-dessus.

3 M. de Certeau, *La culture au pluriel*, Paris, U.G.E., 1974, p. 248.

4 Document interne

Il nous a paru intéressant d'étudier comment et à quelles conditions une telle approche pouvait se développer sur un territoire large, dans la mesure où elle n'est pas le résultat des choix « politiques » posés en toute indépendance par une association culturelle et où elle ambitionne de fédérer une pluralité d'acteurs..

Comment fédérer des projets culturels ?

La volonté d'agir sur un environnement par la fédération de projets culturels n'est pas simple à mettre en oeuvre.

Le recours à des « appels à projet » s'est répandu dans de nombreux champs et le champ culturel ne fait pas exception à cet « air du temps ». Il reste que l'appel à projets correspond souvent à une mobilisation faible : on recourt à un double « incitant », thématique d'une part (mais doté d'une définition large), financier d'autre part (correspondant souvent à une somme restreinte) et la mobilisation s'arrête précisément à la phase de sélection. Celle-ci laisse la responsabilité de l'effectivité des pratiques à chaque opérateur sélectionné, chacun d'entre eux agissant isolément.

On voit mal par ailleurs comment on pourrait recourir à une logique programmatique forte, puisqu'elle équivaldrait à concentrer la conception de l'action dans le chef des promoteurs de l'initiative et qu'elle réduirait les candidats à un rôle d'exécutants, ce qui, en matière culturelle, paraît quelque peu problématique.

Les promoteurs du projet *Passages* ont décidé de tenter de compenser les faiblesses de l'appel à projets sans passer pour autant à une logique de programmation/exécution. La volonté politique énoncée d'entrée de jeu imposait en effet qu'on se soucie d'une relative effectivité. Pour prendre une comparaison, que penserait-on d'un appel à projets en matière de lutte contre la pauvreté si l'ambition n'était pas de la réduire effectivement ?

La modalité de l'action choisie a été d'installer un **processus d'entre-définition**.

Par ce processus, les sociologues de « l'acteur-réseau » (notamment Michel Callon et Bruno Latour) désignent une double mobilisation. Sur base d'une proposition (par exemple une orientation, une idée de lutte), des protagonistes acceptent de se mobiliser parce qu'ils se reconnaissent au moins partiellement dans la volonté affichée ; ils acceptent donc de se laisser « définir » par elle. Mais en retour, c'est eux (leurs actions, le groupe au moins virtuel qu'ils constituent ainsi) qui la font ainsi exister réellement tout en lui donnant des contours qu'ils dessinent eux-mêmes en partie.

Le processus d'entre-définition propose au fond un double réglage : des protagonistes par le cadrage initial ; du cadrage initial par le groupe formé par les protagonistes.

Ce double réglage réduit le risque d'effet d'aubaine (l'appel à projet sert à financer des projets déjà imaginés par leurs protagonistes qui « logent » leur réalisation dans le cadre annoncé, sans plus) et il permet une implication forte le cas échéant.

L'implication forte, en l'occurrence, réunit trois composantes : une adhésion réelle à la volonté d'agir des promoteurs de l'appel ; une inscription ferme dans le cadrage proposé ; une connexion à d'autres actions menées par d'autres protagonistes qui ont aussi répondu à l'appel, aux fins de démultiplier les effets de l'action.

Nous allons illustrer ce processus en montrant sur quoi les initiateurs du projet *Passages* ont appuyé leur processus d'entre-définition ; nous allons ainsi étudier quel type de cadrage ils ont proposé et comment ils ont tenté de faire vivre le processus d'entre-définition.

Le cadrage du projet « Passages »

Le texte de l'appel à projet construit en fait quatre espaces de signification.

Le premier espace évoque la **mutation de société** que traduit la crise industrielle vécue entre autres par la région liégeoise, puis la crise financière qui a frappé la planète entière.

Ces deux crises peuvent être considérées comme des manifestations du passage d'une société industrielle à une société dite « de l'information » ou « immatérielle » ; cette nouvelle forme de société implique non seulement une transformation de la production, mais aussi de l'exercice du pouvoir, des conflits au travers desquels la société se construit. Alain Touraine l'évoquait dès la fin des années soixante :

« J'appelle en effet *société programmée* -expression plus précise que celle de société post-industrielle, qui n'est définie que par ce à quoi elle succède – celle où la production et la diffusion massive de biens culturels occupent la place centrale qui avait été celle des biens matériels dans la société industrielle. Ce que furent la métallurgie, le textile, la chimie et aussi les industries électriques et électroniques dans la société industrielle, la production et la diffusion des connaissances, des soins médicaux et des informations, donc l'éducation, la santé et les médias, le sont dans la société programmée.

Pourquoi ce nom ? Parce que le pouvoir de gestion consiste, dans cette société, à prévoir et à modifier des opinions, des attitudes, des comportements, à modeler la personnalité et la culture, à entrer donc directement dans le monde des « valeurs » au lieu de se limiter au domaine de l'utilité. L'importance nouvelle des industries culturelles remplace les nouvelles formes de contrôle social par de nouveaux mécanismes de gouvernement des hommes. En renversant la formule ancienne, on peut dire que le passage de la société industrielle à la société programmée est celui de l'administration des choses au gouvernement des hommes, ce qu'exprime bien l'expression, lancée par les philosophes de Francfort, d' « industries culturelles ». »⁵

Cette longue citation montre que la culture est au coeur de cette transformation, et de multiples manières : ressource centrale pour le développement, vecteur de pouvoir, enjeu des conflits sociétaux.

Le deuxième espace de sens en appelle à la fécondité des **croisements**. L'idée est ici que l'imaginaire se nourrit de rencontres, de connexions, dont les plus riches sont à la fois les plus rares et les plus inattendues. Nous reviendrons ultérieurement sur ce thème, mais notons déjà qu'il implique une transformation de la conception de la création : le créateur ne s'appuie plus centralement sur une aventure intérieure menée dans la solitude ; son imaginaire se travaille dans la confrontation à l'altérité, dans le décentrement, dans la construction de relations.

Le troisième espace de sens mobilise le thème de la **transmission** ; si nous y trouvons une dimension classique de la culture (un patrimoine, des oeuvres à préserver et à faire connaître, mais aussi un ensemble de valeurs à défendre et à communiquer, par exemple à une autre génération, ou encore des rites de passage), nous pouvons considérer que ce thème s'articule de façon forte aux deux espaces précédents : si la société subit une transformation majeure, si les croisements occupent une place sans précédent, la question de la transmission s'en trouve elle-même affectée : des questions nouvelles de possibilité, de légitimité voire de danger se posent.

Enfin, le quatrième espace de sens évoque le mouvement ou **les flux** : déplacements de public, échanges divers, avec l'évocation du tourisme.

Notons que cet espace réunit en son sein une approche « population » et une approche « public », y compris d'une manière « intégrative » : la culture est vue comme un échange, y compris de biens ou de services, elle est un élément de l'activité économique.

Constatons donc que le cadrage est relativement polysémique et ouvert : il n'implique pas en tant

5 A. Touraine, *Critique de la modernité*, Paris, Fayard, 1992, pp. 283-284.

que tel, par exemple, une articulation à des groupes ou à des luttes déterminés.

Il appartiendra donc aux protagonistes qui accepteront de se laisser mobiliser et définir de dresser le périmètre effectif des engagements.

Le vécu du processus d'entre-définition

C'est au travers de réunions d'échange entre protagonistes retenus que le processus d'entre-définition s'est joué.

Chaque protagoniste a en effet été invité à se prononcer par rapport à trois questions.

- Quel(s) espace(s) de sens a-t-il choisi d'investir et comment ?
- Envisage-t-il des connexions avec d'autres protagonistes (a-t-il une offre de connexion à exprimer, ou une demande) ?
- Comment conçoit-il la durabilité de son action (quels effets recherche-t-il en dehors de l'activité culturelle elle-même) ?

C'est au travers des réponses à ces questions et des échanges qui en ont résulté qu'une entre-définition s'est effectivement vécue.

Quatre groupes ont ainsi été organisés⁶, réunissant chacun une quinzaine de protagonistes pendant trois heures. Chacun y a exposé son projet, l'a inscrit dans un ou plusieurs espaces de sens, s'est prononcé sur la durabilité éventuellement recherchée. Certaines connexions ont pu s'établir à chaque séance, ou, dans certains cas, se proposer ou se demander.

Si on prend un peu de recul par rapport à un tel processus, on peut en retirer quelques enseignements par rapport aux enjeux recherchés.

L'implication des protagonistes dans l'approche « population » est en général d'autant plus forte que plusieurs espaces de sens sont mobilisés. Il n'est pas impossible qu'il faille, pour obtenir une mobilisation à la hauteur des attentes des promoteurs, imposer un investissement d'au moins deux espaces de sens si du moins on a choisi d'en proposer plusieurs.

Si l'implication faible s'est révélée être plutôt rare, elle a été chaque fois le fait de promoteurs investissant un seul espace de sens (et significativement, ce n'est pas une surprise, le troisième et le quatrième).

Le risque du confinement du champ artistique en lui-même existe bel et bien. Si plus d'un protagoniste a rappelé lors des réunions la nécessité pour les pratiques culturelles d'être à la hauteur d'une exigence artistique spécifique, le risque de confinement a été faiblement évoqué, même s'il s'est révélé présent. Dans un projet de mobilisation comme *Passages*, une intermédiation forte devrait peut-être être imposée à chaque partenaire pour éviter que les espaces de sens ne soient investis dans une logique trop auto-centrée.

Un troisième enseignement pousse à constater que plus le projet est mûri et plus il est élaboré, moins il est ouvert à des connexions nouvelles. Il s'agit là d'une dimension paradoxale qui est apparue au cours des échanges entre protagonistes. On peut en conclure que dans un processus de mobilisation par entre-définition, plus l'implication dans le cadrage est soutenue, plus la connexion dans le groupe risque d'être faible.

Nous ne voyons pas de moyen d'échapper à ce paradoxe que de prévoir une deuxième phase du processus d'entre-définition, portant cette fois explicitement sur le lien entre la durabilité des effets recherchés et des connexions post-activités.

6 RTA les a animés et en assuré un compte rendu.

On s'éloignerait résolument dans ce cas de la logique traditionnelle de l'appel à projets.

II. Action culturelle et pratiques de connexion

Nous avons montré dans notre texte « Action culturelle et territoire » que le projet *Passages* avait misé sur une logique de connexion.

Celle-ci se situe en fait à deux niveaux différents.

En premier lieu, la pratique de connexion est un des « espaces de sens » qui était proposé à l'investissement des protagonistes culturels comme une des interprétations possibles du projet *Passages*.

Mais nous avons vu qu'il était aussi proposé aux protagonistes retenus de croiser leurs actions respectives, notamment via des offres ou demandes de participation. Le « slogan » du projet tout entier l'énonce d'ailleurs sans ambiguïté : « Le passage deviendra dès lors ce que nous croiserons ».

De plain-pied dans le « monde du projet »

Il est difficile de ne pas voir dès lors que ce projet d'action culturelle s'inscrit pleinement dans ce que les sociologues L. Boltanski et E. Chiapello ont identifié comme le « monde du projet »⁷.

Rappelons que par « monde », les auteurs entendent un système de sens cohérent à prétention universelle (un « monde » est transcrit dans un ou plusieurs grands textes de philosophie politique qui ambitionnent de décrire ce qu'est ou doit être « la cité des hommes ») sur lequel peut s'appuyer un **système de valeurs**.

Ce système de valeurs permet à la fois à ceux qui se reconnaissent dans le « monde » de se considérer comme semblables, tout en admettant entre eux des différences de valeurs justifiées parce que fondées sur des principes de sens reconnus par tous, capables de générer des « épreuves » codifiées.

Cette sociologie, appelée sociologie de la « justification » puisqu'elle prétend fonder en justice des attributions de valeurs, est évidemment trop complexe pour être exposée ici. Nous pouvons néanmoins en brosser quelques éléments-clés pour les besoins de la démonstration.

Un monde se définit d'abord⁸ par un « **principe supérieur commun** ». Comme nous l'avons dit, il s'agit d'un horizon de sens qui permet d'identifier un principe d'appartenance et d'équivalence, de telle sorte que chacun puisse se reconnaître, par sa participation à un tel univers, comme équivalent à tout autre membre de l'humanité ainsi appréhendée.

Ce principe supérieur commun permet de définir un **différentiel** de mesure fondant des valeurs différentes ; les auteurs parlent ainsi de « grands » et de « petits » dans un monde donné : les « grands » seront ceux qui parviennent à incarner le mieux le principe supérieur commun, les petits ceux qui y échouent relativement. Un **rapport de grandeur** permet toutefois d'inclure au moins partiellement les « petits » dans les bénéfices du « monde » qu'ils s'efforcent d'habiter et de faire vivre en l'habitant.

Les « **sujets** » d'un monde sont en conséquence ceux qui incarnent le mieux l'état de grandeur que

7 L. Boltanski et E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

8 Pour les besoins de la démonstration dans le contexte où elle s'inscrit, nous simplifions les composantes définitoires d'un monde en les ramenant de 13 à 7.

celui-ci implique. La **dignité** désigne une manière d'agir congruente au principe supérieur commun.

Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, l'état de grandeur se conquiert et se justifie en référence à une **épreuve-modèle codifiée**, qui permet de fonder en raison et en justice une prétention à l'état de grandeur dans un monde donné.

Enfin, participer à un monde -et a fortiori y assumer une position de grandeur- implique un coût au sens large ; le langage économique évoque un **investissement** nécessaire, une manière de « prix à payer ».

Un des intérêts des travaux de Boltanski et al. est qu'ils soient parvenus à identifier et à décrire, avec une précision fort grande et une prétention à l'exhaustivité, les mondes qui sont actifs dans les pratiques de justification (de mesure de valeur) observables dans nos sociétés contemporaines.

Nous nous intéressons ici au plus récent de ces « mondes » : le **monde du projet** dont les auteurs ont constaté l'émergence dans les textes du management contemporain, qui comportent une prétention à décrire le fonctionnement de la société tout entière.

Ce **monde fait en effet de la connexion son opération centrale**.

On peut de fait résumer le système de sens du monde du projet comme suit :

le monde du projet est celui où le « principe supérieur commun » est le fait d'être « en activité », c'est-à-dire activé dans un « bout de réseau » qui réalise des connexions à la fois riches et inattendues ; les « grands » se caractérisent par leur mobilité, leur inventivité, leur capacité à mobiliser dans des projets successifs. Les « sujets » sont les créateurs, innovateurs et plus encore les chefs de projets, ceux qui sont capables de mobiliser des partenaires inédits en leur faisant partager la « vision » (au moins momentanée) qui les guide. Il s'agit d'un monde qui exige un nomadisme permanent, de la légèreté (par rapport aux propriétés, considérées comme un encombrement inutile, et par rapport aux appartenances, vite senties comme des entraves). L'épreuve à réussir consiste à pouvoir passer d'un projet à l'autre, ce qui implique à la fois une capacité à terminer et une possibilité de recommencer autre chose sans rester « dans le vide d'activité ».

Le capital social et symbolique qui conduit à ce que certains soient considérés comme incontournables dans un projet qui se monte constitue évidemment un point-clé.

On le voit, les liens entre le projet *Passages* et le système de sens et de valeur « monde du projet » sont nombreux ; n'omettons pas le principal : le « monde du projet » est présenté par les auteurs comme « le nouvel esprit du capitalisme » (la nouvelle forme du modèle de développement qui donne du sens à la vie en société) et le projet *Passages* veut prendre acte, nous l'avons vu, du changement de société qui touche la région liégeoise.

De ce point de vue, le choix d'un agencement qui soutient les actions de connexions et invite les opérateurs à se connecter entre eux, en allant vers le lointain, l'inattendu, le radicalement autre pour inventer dans la rencontre (c'est-à-dire pour faire exister un bout de réseau inédit et fécondant) paraît particulièrement approprié.

On peut en effet penser que le « déclencheur » du projet *Passages*, à savoir le constat de la mutation économique profonde que doit affronter la région liégeoise implique le passage à une autre culture, soit peut-être l'entrée assumée dans le « monde du projet ».

Mais ce constat global ne nous permet pas de faire l'impasse sur les difficultés propres au « monde du projet » ; l'évaluation du projet *Passages* impose une confrontation fine au type de justification que permet le monde du projet, notamment dans ses limites.

Un problème d'ambiguïté lié au monde du projet

Le monde du projet est en premier lieu frappé d'une redoutable ambiguïté : il possède **une capacité sans précédent à englober toute activité**, y compris critique, dans son système de sens. Tout est projet, d'une certaine manière, et à ce titre, le « monde du projet » est un monde qui peut éteindre toute critique.

Boltanski et al. sont explicites à ce sujet :

« Tout peut accéder à la dignité du *projet* y compris les entreprises hostiles au capitalisme. En décrivant tout accomplissement avec une grammaire nominale qui est la grammaire du projet, on efface les différences entre un projet capitaliste et une réalisation banale (club du dimanche). On masque le capitalisme tout comme la critique anticapitaliste ; sous le terme de projet on peut assimiler des choses si différentes : **ouvrir une nouvelle usine, en fermer une, faire un projet de reengineering ou monter une pièce de théâtre** (nous soulignons); il s'agit toujours de projets et du même héroïsme. C'est l'une des façons par lesquelles la cité par projets peut séduire les forces hostiles au capitalisme, en proposant une grammaire qui le dépasse, qu'elles utiliseront à leur tour pour décrire leur propre activité tout en restant aveugles au fait que le capitalisme peut, lui aussi, s'y couler. »⁹

Si nous revenons à l'approche « population », on voit bien que le principe d'hybridation va être d'office rencontré dans le monde du projet. Par contre, le principe d'action sur l'environnement et le principe d'autonomie critique risquent de devenir très problématiques.

Nous en avons eu une indication très claire dans le colloque organisé le 19 février 2009 dans le cadre de *Passages*: « Economie et culture : passages, échanges, collaborations ».

Les documents de préparation portent trace d'une logique « intégrative » (contraire à la logique d'autonomie critique). Cette logique fait de l'omniprésence de la création son principe pivot :

« Le colloque réaffirmera que les différentes formes de création (artistique, scientifique, entrepreneuriale) relèvent de la vie démocratique dans ce qu'elle a de plus essentiel. Créer et transmettre sa création, c'est toujours et à la fois affirmer sa singularité, traduire un esprit collectif et manifester son intérêt pour autrui. »¹⁰

La conséquence immédiate de ce point de vue est de produire une indifférenciation des champs, réunis dans une sorte de continuum sous le couvert (peut-être trop commode) de la démocratie :

« On remarquera au passage que la théorie¹¹ voulant que les pratiques artistiques se soient de plus en plus autonomisées à l'époque des différentes « modernités » cède le pas devant ces modalités nouvelles de la coproduction. Faut-il vraiment s'en plaindre ? »

La logique intégrative peut même devenir franchement assimilationniste. La note de présentation du colloque va dans ce sens lorsqu'elle affirme :

« Il est DES cultures qui varient et s'opposent selon les groupes ou les classes, les institutions, les

9 L. Boltanski et E. Chiapello, *op.cit.*, p. 167.

10 J. Dubois et F. Jacquet, note de présentation. On peut s'étonner de cette présentation altruiste de la logique économique.

11 Il s'agit de la théorie de Pierre Bourdieu, qui en appelait à ce que les conquêtes de plusieurs siècles en la matière ne soient pas réduites à néant par ceux qu'il appelait les « nouveaux maîtres du monde ».

entreprises, les générations, les « genres ». Mais vient le moment où, à l'intérieur d'un ensemble donné, il importe de dépasser les différences et les divergences. Or nous parlons ici d'une région et d'une province qui réclament ce type de dépassement dans « l'union des efforts » et dans la mobilisation de tous.¹²

C'est précisément un rôle que peut jouer la culture (artistique, scientifique et sportive) que de lever oppositions et contradictions au nom du pouvoir d'identification qu'elle possède. Les victoires de Justine Henin¹³ ou des frères Dardenne ont donné de l'assurance aux Wallons en même temps qu'elles faisaient connaître leur région au dehors. »

Cet extrait réalise une double assimilation : celle de la recherche artistique et du sport de masse ; celle de la culture et de la mobilisation générale que requièrent les élites économiques (souvent à leur profit unilatéral d'ailleurs).

Les différents ateliers ont donc donné lieu à des débats soutenus où se sont opposées ce que nous avons appelé les logiques « public » et « population ».

C'est l'expression du « ménage à trois » (économie, tourisme, culture) avancée lors du débat final par V. Reuter, administrateur-délégué de l'Union Wallonne des Entreprises, qui finalement symbolise le mieux la logique d'assimilation, d'autant qu'elle était assortie de l'habituelle rhétorique de culpabilisation à l'égard de ceux qui seraient tentés de s'y opposer (invariablement présentés comme rigides et passéistes face à cette « révolution conservatrice » pour parler comme Pierre Bourdieu).

La métaphore du ménage à trois est d'ailleurs assortie d'une dimension comique involontaire, puisqu'elle sous-entend une adultération d'au moins un des termes...

L'adoption du « monde du projet » par *Passages* pose donc une question majeure qui concerne tout le champ culturel.

Doit-il s'accommoder ou non de ce risque d'intégration, voire d'assimilation ?

Rappelons ici que le principe d'un mouvement social est de se définir une identité dans une confrontation à un adversaire, en revendiquant le droit à définir une interprétation du modèle de développement qui est incompatible avec l'interprétation adverse.

Ce modèle est-il devenu obsolète ? Si la réponse est négative, comment le vivre dans une société de connexions tous azimuts ?

On peut penser que la réponse concrète à cette question sera déterminante pour les effets concrets que le projet *Passages* produira pour sa région.

Un problème d'exclusion

Un deuxième problème lié au monde du projet est qu'il est porteur d'une exploitation spécifique, différente de celle qui sévissait dans le monde industriel.

Il s'agit de l'exploitation qui permet aux « grands » d'avoir la mobilité nécessaire : les connexions dont ils peuvent se prévaloir impliquent un « travail de l'ombre » qui les rend de fait possibles : le changement, la rencontre, l'innovation est permis par le travail beaucoup moins mobile, beaucoup moins visible d'une série de « collaborateurs » qui « assurent » une présence, un contact, une

12 On peut évidemment penser que l'on a ici un exemple éclatant du « pouvoir mobilisateur » du thème du développement dénoncé par de Certeau en 1974.

13 Qui peut tout aussi bien incarner la propension des élites à contourner les règles, notamment en s'installant dans un paradis fiscal, comme l'a dénoncé Luc Boltanski dans son ouvrage *Rendre la réalité inacceptable*, Paris, demopolis, 2008. Cfr à ce sujet notre analyse « Justine Henin, le retour du négatif », in www.intermag.be.

stabilité sans lesquels le mouvement ne pourrait pas se déployer (c'est notamment le cas de nombreux « intermittents » dans le monde du spectacle). Cette exploitation peut se corriger par le fait que tous ceux qui ont contribué à la constitution d'un « bout de réseau » en retirent effectivement des fruits valorisables dans un autre projet, ce qui est loin d'être toujours le cas.

Mais le monde du projet est porteur d'un problème social plus grave encore : celui de l'exclusion cumulative. Dans ce monde, en effet, moins on est « activable » (c'est-à-dire désirable comme activable), moins on risque d'être activé : la constitution d'un capital social symbolique et social négatif (« inactivable ») devient vite irréversible.

Or un des problèmes de la société dans laquelle nous entrons est bien l'apparition d'un groupe social que Robert Castel a appelé celui des surnuméraires : ceux qui sont « inutiles au monde de la production », sans valeur, sans intérêt, et dont cette société semble accepter le destin. Le terme d'« inemployable » caractérise dans notre pays cet accommodement déraisonnable¹⁴.

On voit bien le piège redoutable qui guette toute action culturelle de « connexion » : c'est que la solution qu'elle propose en vient à renforcer le problème par une sorte de dévoiement.

Une participante à un des ateliers organisés dans le cadre du colloque exprimait cette possibilité avec une naïveté qu'on peut trouver proche d'un cynisme involontaire ; dotée d'un fort capital culturel et social, elle s'est vue déclarer : « quand je vois un chômeur, je lui dis « bouge-toi » », comme si le pouvoir de bouger ne dépendait que de la seule personne (c'est ce qu'aiment à faire croire ceux qui sont supposés s'être faits tout seuls – en faisant l'impasse sur la somme de capitaux divers qui étaient à leur disposition). Il convient en effet de ne pas oublier que le pouvoir se manifeste aujourd'hui par le mouvement contraint; l'obligation de (se) bouger sur commande (ce que beaucoup verront comme la précarité instituée à l'état de système), et que le pouvoir ne se conquiert jamais mieux qu'en touchant par ailleurs à toutes les protections et garanties qui offrent aux moins favorisés un minimum de sécurité d'existence.

L'action culturelle qui procède par connexions et qui s'inscrit par là-même de plain-pied dans le monde du projet doit donc affronter deux risques majeurs : l'extinction de toute possibilité d'action sociale ; le risque de renforcement du problème qu'elle veut combattre.

Nous verrons que cela pose à ce type d'action culturelle des questions difficiles à résoudre par rapport au type de mobilisation qu'elle entend réussir, et qui se traduira inmanquablement par la construction d'un type de réseau déterminé.

14 Cfr notre travail « Travail social et capital culturel - Evaluation d'un dispositif d'insertion socio-professionnelle », Christophe Bartholomé, Jean Blairon, Amélie Jamar et Caroline Garzon, in www.intermag.be. Il s'agit de l'évaluation des pratiques culturelles d'un CPAS de la région liégeoise, justement, le CPAS d'Esneux.

III. Action culturelle et action collective Quelle articulation ?

En étudiant le projet *Passages*, nous avons d'abord montré que l'action culturelle qu'il impliquait pouvait être considérée comme relevant d'une approche « population » ; cette approche se caractérise notamment par une volonté de couplage de l'action culturelle et de l'action sociale. Nous avons vu que les promoteurs de *Passages* ont tenté de rendre cette ambition effective en recourant à un processus d'entre-définition. Nous avons essayé de montrer que l'efficacité de ce processus dépendait elle-même de la possibilité d'assurer chez les protagonistes mobilisés une connexion « à deux étages ».

Ensuite, nous avons indiqué que l'importance accordée par *Passages* aux connexions (aux « croisements ») faisait entrer ce type d'action culturelle dans ce que Boltanski et Chiapello ont appelé le « monde du projet ». Reconnaître la participation de *Passages* à ce « monde » conduit d'abord à souligner sa pertinence par rapport aux finalités qu'il s'est définies, notamment de contribuer à une réflexion collective par rapport aux mutations socio-économiques auxquelles la région liégeoise est confrontée. Mais cette reconnaissance permet aussi de souligner deux problèmes potentiels :

- le monde du projet, parce qu'il est capable d'englober toute critique dans sa « grammaire », peut rendre difficile une action de transformation de l'environnement ;
- le monde du projet peut renforcer les problèmes créés par les mutations socio-économiques (et notamment produire une exclusion renforcée).

Le projet *Passages* (et au-delà de lui tout projet d'action culturelle de même nature) est donc confronté à une nécessaire réflexion sur le type d'action collective qu'il pourrait susciter. En d'autres mots, sur le type de réseau sur lequel il pourrait miser.

Nous pouvons accompagner cette réflexion en nous appuyant sur une typologie des formes de réseaux¹⁵.

Quel réseau centré sur l'action ?

Dans la typologie qu'elle propose, Jacqueline Fastrès distingue les réseaux centrés sur les bénéficiaires, les réseaux centrés sur l'analyse des pratiques et les réseaux centrés sur l'action.

On peut penser de prime abord que le projet *Passages* s'inscrira dans la dernière catégorie. Cependant, divers obstacles seront à franchir en l'occurrence.

Trois types de réseaux différents sont centrés sur l'action. Aucun d'entre eux ne correspond directement à la situation du projet de la Province de Liège.

Le **réseau de partenariat** est pertinent s'il constitue le versant exécutif d'un projet déjà défini : le

15 Voir J. Fastrès, « Pour une typologie du travail en réseau », in www.intermag.be, 2009.

réseau s'organise à partir d'un programme spécifique, des étapes sont prévues, des tâches sont réparties. Un ensemblier est requis pour assurer la coordination. On voit bien que ce type de réseau ne correspond pas à une mobilisation qui procède par entre-définition et qui vise à permettre des connexions inédites, non prévues.

Le **réseau de connexion** ambitionne de connecter des acteurs à intérêts divergents, en ce compris des bénéficiaires. Il implique à tout le moins trois composantes incontournables :

- une *traduction* assure un minimum de convergence des points de vue malgré les différences et divergences qui séparent les protagonistes du réseau ;
- une réalisation concrète commune permet aux protagonistes de commencer à « lier leur sort » dans le réseau ;
- chacun des protagonistes accepte que le réseau fasse bouger son identité et déplace au moins en partie ses positions.

Ce réseau de connexion semble totalement correspondre à la situation de *Passages* du moins à première vue. Mais force est de constater que deux conditions centrales sont loin d'être garanties.

La **réalisation commune** au travers de laquelle les protagonistes commencent à lier leur sort ne constitue pas dans l'état actuel des choses un point de passage obligé ; au contraire, nous avons vu que ceux des protagonistes qui s'impliquaient de manière la plus forte dans le cadrage qui permet l'entre-définition étaient peut-être les moins prêts à s'ouvrir à des connexions non prévues avec d'autres.

D'autre part, il n'est pas certain que le projet *Passages* conduise les acteurs qu'il mobilise à accepter un travail sur leur identité. Nous avons vu précédemment que des tendances intégrative ou assimilationniste n'étaient pas impossibles.

Il reste alors le choix d'un **réseau de mobilisation**. Il correspond au choix d'une alliance pour manifester un désaccord sociétal, pour le faire exister dans l'espace public, pour mener une lutte, pour obtenir des changements.

Dans l'état actuel, le projet *Passages* ne correspond pas non plus à un tel réseau, notamment en raison de son ouverture à des connexions plurielles, qui excluent une manière d'alliance politique.

Si le choix d'un de ces réseaux ne s'impose pas d'emblée, il n'est pas impossible que la suite du projet y conduise, compte tenu du fait que le développement du projet rend de toute façon impossible de « revenir » à un réseau de partenariat.

Si le choix du réseau de connexion devait être opéré, il imposerait une « traduction » très créative, qui conduirait des acteurs qui s'opposent traditionnellement (les partenaires sociaux, les associations de contre-pouvoir...) à trouver que leur « intérêt bien compris » impose de déplacer les lignes d'opposition et de clivage.

Passages pourrait aussi entamer une phase de mobilisation ; dans ce cas, elle laisserait sur le carreau un certain nombre de partenaires, pour se concentrer sur la recherche d'une identité (par exemple celle d'un mouvement social) et d'une opposition (à un adversaire qu'il conviendrait d'identifier comme tel). Nous ne parlerions plus dès lors d'une mobilisation régionale collective, mais bien, par exemple, d'une mobilisation d'un contre-pouvoir régional.

D'autres ambitions ?

Les promoteurs du projet pourraient aussi décider de ne pas choisir entre ces deux options.

Dans ce cas, ils devraient redéfinir leurs ambitions pour « l'après-*Passages* ».

Une première option consisterait à se recentrer sur le champ culturel (en abandonnant il est vrai quelque peu l'idée de peser directement sur l'environnement) en proposant à tous les protagonistes d'entrer dans un réseau centré sur la réflexion sur les pratiques. Ce que Jacqueline Fastrès appelle un **réseau de coordination** pourrait constituer un cadre intéressant : on y cherche à mutuelliser les expériences, à multiplier les postes d'observation, pour tenter de trouver des réponses structurelles à des problèmes récurrents. *Passages* pourrait ainsi fort bien constituer un tel réseau de coordination centré sur le lien entre l'action culturelle et l'action sociale : comment les articuler ? À quelles conditions ? Pour quelle efficacité ?

Une dernière option consisterait en un autre recentrement de l'action, cette fois autour des bénéficiaires ; disons, pour faire bref, les victimes de la crise et ceux dont les pratiques culturelles se sont éloignées, notamment en affirmant leur autonomie et en produisant un confinement.

Un **réseau d'aide** pourrait ainsi être constitué à partir des protagonistes de l'action culturelle, compte tenu de la place centrale qu'occupe notamment désormais le capital culturel dans la production de la société et dans la production tout court.

Le projet *Passages* dans un tel contexte se donnerait pour mission de réussir à l'échelle du territoire une sorte d'**agitation moléculaire**, en encourageant les protagonistes qui se sont reconnus dans son appel à mener des projets micro-politiques au bénéfice concret de groupes que le monde du projet tend à exclure durablement, comme nous l'avons vu.

Cette agitation moléculaire n'exclut en rien, évidemment, que ces initiatives ne montent en puissance, jusqu'à peut-être contribuer à l'émergence de ce que M. Wieviorka appelle un « mouvement global » :

« Ce qu'esquissaient les « nouveaux mouvements sociaux » des années 1970 se renforce considérablement avec les « mouvements globaux », qui sont très nettement des acteurs à forte charge culturelle – y compris s'il s'agit pour eux de mettre en avant des demandes sociales. S'ils se mobilisent, c'est au moins pour partie en inventant des formes d'engagement où les relations entre eux témoignent de l'invention d'une nouvelle culture, en respectant des valeurs, notamment de convivialité, qui leur sont propres.

Surtout, ces mouvements portent constamment des demandes de reconnaissance culturelle; ils mettent fréquemment en avant une identité qu'il s'agit alors pour eux d'éviter de figer dans une logique de reproduction, et au contraire de faire vivre en obtenant des droits, à commencer par celui d'exister. »¹⁶

On le voit, le devenir possible du projet *Passages* est multiple.

Il nous semble qu'il passera en tout cas par le choix d'un type de réseau sur lequel il misera son développement, quitte à « enchaîner » sur un autre une fois engrangés des résultats cohérents et significatifs.

En tout état de cause, la lucidité par rapport aux conditions de cohérence et de pertinence du réseau choisi sera une des conditions du succès.

Jean Blairon
directeur de l'asbl RTA
décembre 2009

16 M. Wieviorka, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Laffont, 2008, p. 135. L'auteur donne comme exemple le mouvement zapatiste au Chiapas.